

mixtes—salarier-patronat et comités sectoriels—n'ont pas été prises en ligne de compte et il faut s'attendre que l'on recourra au procédé peu louable consistant à prendre l'argent des contribuables pour financer la création d'emplois et les investissements à l'étranger.

Le budget accorde 755 millions de dollars de plus aux entreprises par le biais de différentes réductions fiscales, nouvelles ou ajoutées à celles déjà accordées. Cela viendra s'ajouter aux milliards de dollars que le ministre actuel et ses prédécesseurs ont déjà versés aux sociétés par ce procédé. Le gouvernement accorde ces réductions sans demander de contreparties et les sociétés, évidemment n'ont pas manqué d'en profiter.

J'aimerais signaler à quel point les mesures politiques adoptées jusqu'à maintenant et perpétuées dans le présent budget ont été inefficaces pour encourager la recherche et le développement. Nous continuerons à essayer des échecs à l'avenir parce que le ministre ne s'est pas attaqué aux problèmes. Dans son édition du 12 octobre, le *Star* de Toronto a fait la même enquête. Son journaliste a téléphoné à certaines des plus importantes multinationales installées au Canada pour savoir quelle somme de R-D elles faisaient dans le monde et quelle part de ces activités étaient réalisés au Canada. Voilà quelques exemples patents de la façon dont ces multinationales géantes ont négligé le Canada jusqu'à maintenant.

La compagnie Ford, qui a dépensé 1.170 million au titre de la recherche et du développement dans le monde entier a répondu:

Nous effectuons la majorité de notre R-D aux États-Unis, en Grande-Bretagne et en Allemagne. Nous en faisons ici, mais nous n'avons pas de chiffres disponibles.

**Une voix:** S'agit-t-il de la compagnie américaine Ford?

**M. Orlikow:** C'est Ford universel. Je voudrais que le député sache que Ford Canada, l'une des sociétés les plus riches du pays, n'emploie pas un seul docteur en sciences au Canada. La société General Electric a dépensé 463 millions de dollars en travaux de recherche et de développement dans le monde entier, dont 9 millions au Canada. Kodak a consacré 351 millions de dollars à la recherche et au développement dans le monde entier. Un porte-parole de cette société a déclaré:

Toute la recherche pure et appliquée est effectuée à notre usine de Rochester, dans l'État de New York. Nous effectuons la mise au point de certains produits au Canada, mais nous ne disposons d'aucun chiffre.

Chrysler a consacré 337 millions de dollars à la recherche, et leur représentant a déclaré ceci:

Nous ne faisons pas de travaux de recherche et de développement au Canada. Tout notre travail de conception et de mise au point est fait aux États-Unis.

Je pourrais poursuivre l'énumération, mais je n'ai pas le temps. La plupart des entreprises multinationales ont un dossier aussi sombre.

Je n'ai pas parlé des grandes entreprises canadiennes, mais certaines ne font pas meilleure figure. La seule chose qui les intéresse c'est de faire des bénéfices et non pas de procurer des emplois aux Canadiens. On pourrait citer en exemple la société Northern Telecom, une filiale de Bell Canada que certains considèrent comme un modèle dont devrait s'inspirer l'industrie canadienne. Le gouvernement fédéral traite bien la compagnie Northern Telecom. Celle-ci a reçu des subventions et des prêts qui s'élèvent à près de 14 millions. Ses impôts différés en décembre 1977 étaient d'environ 50 millions. Les prêts consentis par la Société pour l'expansion des exportations aux pays étrangers qui achètent le matériel de Northern Telecom ont

atteint les 200 millions. Les revenus de la Northern Telecom sont excellents. Ses ventes ont plus que doublé depuis 1971 passant...

**M. Condon:** Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement. Puis-je poser une question au député?

**M. Orlikow:** Monsieur l'Orateur, je répondrai volontiers à une question du député si j'ai le temps à la fin de mon discours.

Les ventes ont grimpé de 500 millions en 1971 à environ 1.2 milliard en 1977. Durant la même période, les profits de 12 millions ont presque septuplé pour atteindre 85 millions de dollars. D'autres hausses semblables révèlent la prospérité de cette compagnie. C'est maintenant une société importante et beaucoup plus rentable qu'elle ne l'était dans les années 60.

Elle a pu devenir rentable, monsieur l'Orateur, aux dépens des Canadiens, et ce de bien d'autres façons qu'en obtenant simplement des réductions d'impôt. Dans les années 70, Northern Telecom avait 26,000 employés quand M. Pepin, qui était alors ministre de l'Industrie et du Commerce, a garanti à un syndicat qui représentait ces employés que la compagnie ne quitterait pas le Québec. Elle a cependant quitté le Québec et d'autres provinces depuis. L'année dernière, Telecom avait environ 15,000 employés au Canada et prévoit en avoir seulement 14,000 en 1978. Par ailleurs, les usines que Northern Telecom a construites ou achetées à l'étranger—et je soutiens qu'elle l'a fait avec de l'argent canadien qu'elle a obtenu soit en réalisant des bénéfices, soit en profitant de dégrèvements d'impôt, soit en faisant des emprunts—emploient maintenant 10,000 personnes, soit un peu moins que le nombre de personnes qui ont perdu leur emploi au Canada. A mon avis, cela veut dire en réalité que les contribuables ont payé cette compagnie pour exporter des emplois pendant une période où ses bénéfices ont énormément augmenté.

L'International Nickel Company est un autre exemple de l'utilisation des réductions générales d'impôt. Cette société, qui a réalisé des bénéfices de 1.7 milliard de dollars entre 1967 et 1976, a obtenu du gouvernement fédéral des ajournements d'impôt qui s'élevaient à 368 millions de dollars même si elle a éliminé 4,000 emplois à plein temps en une seule journée en 1977. Cela s'est fait sous un gouvernement provincial conservateur à Sudbury, en Ontario, et à Thompson, au Manitoba. INCO a pu se servir des bénéfices qu'elle avait réalisés au Canada, de crédits d'impôt du gouvernement fédéral s'élevant à 17.5 millions de dollars, d'une exemption de la taxe de vente provinciale représentant 25 millions de dollars et d'un emprunt à faible taux d'intérêt de 70 millions de dollars de la Société pour l'expansion des exportations pour exporter des emplois au Guatemala et en Indonésie.

Vu l'exemple d'INCO, il faut se demander si les réductions spéciales d'impôt pour l'industrie minière prévues dans l'exposé budgétaire sont vraiment valables. Les sociétés étrangères qui dominent cette industrie semblent tout à fait disposées à se servir de ces réductions d'impôt pour payer leurs dépenses à l'étranger et même éliminer des emplois au Canada. A notre avis, cela semble incroyable que le ministre se soit contenté d'aider ces compagnies à augmenter les bénéfices qu'elles réalisent au Canada et dont elles se servent pour étendre leurs activités à l'étranger aux dépens des travailleurs canadiens.

● (2112)

Avec Northern Telecom et Inco nous avons deux exemples d'hémorragie d'investissements. Le département américain du